

## ***La crise financière : refusons de payer leur addition !***

Tout commence il y a un peu plus d'un an lorsque les ménages pauvres américains ne peuvent plus rembourser les prêts à taux variables qu'ils ont souscrits pour payer leur maison. Ils doivent vendre, et se retrouvent à la rue. Mais comme ils le font en masse, le prix de l'immobilier s'effondre, et les banques ne peuvent plus se rembourser avec les saisies. Or, les banques ont spéculé sur ces prêts, se les vendant et revendant les unes aux autres. Tout le système est gangrené, de sorte que depuis un an plusieurs banques n'ont échappé à la faillite qu'en se faisant racheter par leurs concurrentes.

Celles-ci refusent désormais de prendre le moindre risque : ce sont les Etats qui rachètent les établissements en faillite. Les capitalistes criaient haro sur l'intervention de l'Etat dans l'économie quand il s'agissait de se partager le gâteau des profits. Aujourd'hui, ils le pressent d'éponger les pertes, afin d'éteindre l'incendie boursier. Et ils sont entendus ! Le gouvernement américain vient d'annoncer un plan de soutien devant coûter entre

700 et 1000 milliards de dollars (plus de 2000 dollars par contribuable !), sans parler des 200 milliards que les banques centrales européennes viennent d'injecter dans l'économie.

Mais cet argent, c'est celui de nos impôts. Nous risquons de payer une première fois la crise par des coupes sombres dans le budget des services publics, la santé, l'éducation. De plus, la crise va frapper directement certains secteurs, comme le bâtiment avec la crise immobilière, et d'autres indirectement, parce que les banques vont y regarder à deux fois avant de prêter de l'argent aux entreprises. Les patrons tenteront alors de nous faire payer une deuxième fois leur crise par les licenciements, la pression sur les salaires et les conditions de travail. Et nous, ce n'est pas l'Etat qui nous protégera, bien au contraire. Les profits des actionnaires, les patrimoines accumulés pendant les années fastes n'ont cependant pas disparu. Nous ne pouvons compter que sur nos luttes pour faire payer leur crise à ses vrais responsables.

## ***A la Poste comme ailleurs, il faut aller vers une riposte d'ensemble***

Le gouvernement a décidé de franchir l'ultime étape vers la privatisation de La Poste. Depuis des années, sous prétexte de compétitivité, La Poste fonctionne déjà comme une entreprise privée avec comme seule loi la rentabilité financière : réductions d'effectifs, pressions sur les salariés... sans parler des salaires de misère. A noter que plus de la moitié des facteurs et agents de la Poste sont désormais sous contrat privé. Le démantèlement du service public postal est déjà largement entamé. Des milliers d'emplois ont été supprimés, avec pour conséquence des files d'attente sans fin, des bureaux fermés dans les villages et un surcroît de charge de travail pour les facteurs et autres agents de La Poste.

Les salariés de La Poste ont toutes les raisons de se battre et la journée de grève du 23 septembre, appelée par les syndicats, doit être une réussite et un encouragement à continuer.

Et les usagers ont tout intérêt à soutenir la lutte des postiers.

En revanche, il ne faut pas que les formes d'expression de la mobilisation échappent aux salariés. Un référendum sur la privatisation mettrait le sort des postiers, de leurs conditions de travail, dans les mains de catégories sociales que la privatisation ne dérange pas, par conviction ou trompés par la propagande gouvernementale. Et l'initiative d'un tel référendum dépendrait des députés, c'est-à-dire de la direction du Parti socialiste, qui a de nombreuses privatisations à son actif, à commencer par France Télécom.

En réalité, ce qui se passe à la Poste reflète très exactement ce qui se passe partout ailleurs : réductions d'effectifs, bas salaires, précarité, dégradation du service et des conditions de travail... Postiers, cheminots, enseignants, travailleurs de l'automobile, de la distribution, du bâtiment et d'ailleurs, nous avons exactement les mêmes revendications. Il nous faudra bien faire converger nos luttes. La journée du 23 des Postiers ne doit être qu'un début.

## Un bon début

Nous étions plus de 600 au rassemblement du 11 septembre au Technocentre pour protester contre le plan de suppressions d'emplois.

Des rassemblements avec grève ou débrayage ont eu lieu sur la plupart des autres sites Renault.

Pour être sûrs que la direction entende ce que nous avons à dire, nous nous sommes invités au CE qui a été interrompu pendant une bonne demi-heure.

La Direction a ensuite pu reprendre son papotage avec ceux qui voulaient bien l'écouter mais au moins, elle sait que les salariés n'ont pas l'intention de s'en laisser compter.

## Le 25 on continue !

On connaît déjà le menu du comité de groupe du 25 septembre et il va être bien indigeste, avec notamment 2000 suppressions d'emplois supplémentaires annoncées pour les filiales.

Des actions sont déjà prévues sur plusieurs sites. Soyons nombreux pour montrer à la direction qu'il n'est pas question d'accepter ses plats épicés.

## Passer par la case départ mais sans toucher 20000 F

Les pseudos négociations entre la direction centrale et certains syndicats sur les mesures d'accompagnement du plan de départs ont fait pschitt.

La seule mesure tangible concerne la possibilité que Renault rachète 12 trimestres à ceux à qui cela manquerait pour partir en retraite. Des miettes !

On est loin du compte pour les plus anciens. Et pour les autres, ce sont toujours 6000 suppressions de postes programmées.

## Schéma 5 : le tous ensemble !

La direction veut passer tous les prestataires en schéma 4 en 2009 pour qu'à cette date aucun prestataire métier ne travaille plus au TCR.

La chasse au délit de marchandage n'est qu'un prétexte.

L'objectif du schéma 4 est de réduire les coûts en répartissant le travail des prestataires entre les Renault, au TCR ou dans les RTx, en mettant les boîtes de prestation en concurrence, en libérant des locaux au TCR...

Le projet de Ghosn de réduire de 10% les coûts de R&D et les investissements touche à la fois les salariés Renault et les prestataires.

C'est tous ensemble qu'il faut riposter.

## Volontaires

Après 40 ans ou presque de boulot, la plupart d'entre nous sommes volontaires pour partir. Et comment !

Seulement voilà, la durée de cotisation nécessaire pour avoir une retraite à taux plein - déjà souvent pas très grasse - est passée en moins de 15 ans de 37 annuités et demi à 40 ans et elle sera de 41 ans en 2012.

Voilà le plan pour lequel on est volontaire : un départ à la retraite bien mérité au bout de 37 ans et demi de cotisation.

## Grandes ouvertures

Les journées portes ouvertes pour les 10 ans du Technocentre prennent une saveur un peu amère dans le contexte actuel.

La direction est à la recherche de volontaires pour les organiser. Méfiance quand même sur le formulaire qu'elle fera signer.

## Plus de travail, plus de stress au travail

« Il a été décidé de geler ou de décaler un certain nombre de projets pour alléger la charge de travail de nos équipes ».

C'est la consigne donnée par la direction à l'encadrement pour répondre aux questions sur la baisse des effectifs consécutive au plan de départs. Comme si le gel de certains projets n'avait pas un effet inverse sur le stress des salariés des secteurs concernés !

Bientôt la direction dira qu'elle supprime des emplois pour lutter contre le stress au travail !

## Mobiles hommes

Le plan de départ prévoit quelques aides à la mobilité interne. Et si ces aides ne suffisent pas, la direction a déjà annoncé la couleur.

« Le salarié est tenu d'accepter un poste nouveau. Il faudra changer de culture sur la question du volontariat et des mobilités » a déclaré le DRH des Ingénieries Renault au dernier CE du TCR.

C'est surtout la direction qui devrait changer de « culture » et arrêter de croire que les salariés sont ses pions.

## La croisière s'amuse

Après le rugby, le thème de la journée de l'équipe cette année sera... le voyage ! Il fallait oser.

Sans doute la phase 2 du plan de départ : la direction nous mène vraiment en bateau.